



Document de Projet

**« Contribution au relèvement rapide des populations affectées par la crise de 2012
dans les régions du Brakna, Gorgol, Guidimakha et Assaba »**

Entre

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie

Et

Le Programme des Nations Unies pour le Développement

Titre du Projet : Contribution au relèvement rapide des populations affectées par la crise de 2012 dans les régions du Brakna, Gorgol, Guidimakha et Assaba

Effet (s) UNDAF : les populations pauvres et vulnérables à l'insécurité alimentaire ont un accès durable aux moyens et techniques de production et bénéficient d'un appui alimentaire en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

Produit (s) escompté (s) :

1. le PNUD Mauritanie est en mesure de soutenir les efforts du Gouvernement pour apporter une réponse rapide aux ménages les plus vulnérables dans les wilayas du Brakna, Gorgol, Guidimakha et Assaba.
2. La résilience des ménages les plus vulnérables dans les zones d'intervention du projet est renforcée.
3. Les activités du projet sont suivies, évaluées et rendues visibles.

Agence d'Exécution : PNUD

Parties responsables des activités : ONG nationales, PNUD

Brève description du projet

La Mauritanie a été affectée en 2011/2012 par un déficit pluviométrique et hydrique qui s'est traduit par une baisse de la production agricole, des pertes de bétail dues à la raréfaction du pâturage et à l'assèchement des points d'eau. La conséquence sur le plan humain a été un important accroissement des taux d'insécurité alimentaire, atteignant 32 % de la population au mois de juillet 2012. Ces taux sont les plus élevés constatés depuis la mise en place du système de suivi de la sécurité alimentaire en Mauritanie en 2006.

Les résultats préliminaires du FSMS (Food Security Monitoring System) de juillet 2013 indiquent une insécurité alimentaire importante au Brakna, Gorgol, Assaba et Guidimakha, avec des taux au-dessus de 30%, et c'est dans ces zones-ci que le PNUD concentrera ses efforts avec les fonds CERF. Les bénéficiaires sont les communautés les plus affectées dans les régions cibles.

L'objectif immédiat de ce projet est de renforcer les moyens d'existence durables de 3.142 ménages affectés par la situation d'urgence et de renforcer leur résilience à travers la mise en œuvre d'activités agropastorales à fort impact.

Période du Programme: 2012 – 2016

Domaine de Résultat Clé (Plan Strat): Resilience building (Early recovery & rapid return)

Atlas Award ID:

Date de démarrage: 01-01-2014

Date de Fin : 30-06-2014

Date du CLEP 26-12-2014

Arrangements de Gestion : DIM

Ressources Totales requises: US\$ 552 429

Ressources Totales allouées: US\$ 552 429

- Régulière:
- Autres:
- CERF : US\$ 552 429
- Gouvernement 0
- Budget non financé: 0
- Contributions en nature: 0

Signature PNUD :


JOSE LEM R.R. a.a



14/04/2014

I. ANALYSE DE LA SITUATION

La Mauritanie est sujette depuis les années 70 à la récurrence des sécheresses et à des catastrophes naturelles. À cela s'ajoute une dégradation continue des terres et du couvert végétal, une forte désertification, une faible densité en ressources végétales et forestières et des ressources en eau, tant de surface que souterraines limitées ou difficiles d'accès. De plus, globalement, la Mauritanie accuse un déficit alimentaire structurel ne lui permettant pas de couvrir les principaux besoins alimentaires essentiels de ses habitants du fait de la conjonction de plusieurs facteurs structurels dont des moyens de production limités et généralement traditionnels, des superficies de terres cultivables très réduites, une pluviométrie faible et mal répartie dans le temps et dans l'espace, une désertification galopante, et des attaques endémiques d'ennemis de cultures. Selon les enquêtes de sécurité alimentaire post-récoltes des 5 dernières années, près de 10% des ménages vivant en milieu rural souffrent de ces faits d'insécurité alimentaire chronique. Au cours des dernières années, ce chiffre pouvait atteindre 20% à 30% de ménages durant la période de soudure (avril à septembre).

Les résultats préliminaires du FSMS de juillet 2013 indiquent une insécurité alimentaire particulièrement importante au Brakna, Gorgol, Assaba et Guidimakha avec des taux au-dessus de 30%. C'est dans ces zones-ci que le PNUD concentrera ses efforts avec les fonds CERF avec des bénéficiaires qui se composent des communautés les plus affectées dans ces régions.

Les niveaux élevés d'insécurité alimentaire cette année en période post-récolte résultent essentiellement de l'impact négatif de la crise de 2012 sur les moyens d'existence des ménages ruraux mais aussi des prix élevés des produits alimentaires importés qui réduisent l'accès de tous les ménages vulnérables. Ainsi, il a été noté globalement une réduction de l'autoconsommation de lait résultant de la baisse de la production laitière. Ces problèmes de disponibilité ont été aggravés par des difficultés d'accès aux produits alimentaires causées par trois facteurs : (i) la baisse des revenus résultant des pertes de bétail ont réduit les revenus issus de la vente de bétail qui est l'une des stratégies traditionnelles de survie des ménages pour avoir accès à la nourriture ; (ii) les niveaux élevés d'endettement des ménages au cours de l'année 2012 pour faire face à la crise, sauver le bétail et démarrer la campagne agricole de cette année ont réduit la capacité des plus pauvres à acquérir une alimentation riche et diversifiée malgré les bons niveaux de production agricole ; (iii) les prix élevés des produits alimentaires importés continuent à impacter négativement le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres.

C'est dans ce cadre que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) propose une approche intégrée pour faire face aux effets de la crise de 2012 et renforcer la résilience des populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire dans les wilayas de l'Assaba, Brakna, Gorgol et Guidimakha. De manière globale, la stratégie d'intervention dans les zones agropastorales se concentre sur les régions les plus, où l'insécurité alimentaire est la plus élevée, et où les modes de survie seront menacés si rien n'est fait pour éviter des situations d'urgences. Une priorité spécifique sera donnée aux initiatives visant la restauration des capacités productives des femmes qui sont, traditionnellement, des acteurs économiques très actifs dans le développement communautaire.

Il sied de rappeler que ce projet CERF est la suite logique du projet Relèvement rapide initié en 2012 dans le cadre de la réponse à la crise humanitaire. Il vient en complément aux activités entamées en 2012 dans les wilayas touchées par la crise et dont les besoins en relèvement n'avaient été couverts que partiellement ou non faute de ressources.

Ce financement CERF soutiendra les activités du secteur pour trois milles cent quarante-deux ménages (3142), soit vingt-deux mille personnes (22 000). Les activités porteront sur la protection des périmètres de cultures sous-pluies et maraichers, ainsi que le soutien aux agriculteurs par le « cash for work ». Ces appuis permettront de fixer les bénéficiaires et de les amener à pratiquer les activités agricoles afin d'assurer une bonne productivité et couvrir leurs besoins en sécurité alimentaire et nutritionnelle.

II. STRATEGIE

La stratégie de relèvement précoce, pour la République Islamique de Mauritanie, s'inscrit dans le cadre du CSLP et de l'UNDAF. Elle sera développée selon un cheminement qui s'enracine dans les actions d'urgence humanitaire et de développement.

L'objectif de ce projet dans l'immédiat est de contribuer au relèvement rapide des ménages les plus vulnérables et affectés par la crise à travers le renforcement des infrastructures de base (agriculture/élevage). Dans cette opération, les activités prioritaires sont (i) la réhabilitation des puits à usage domestique et animalier; (ii) la protection des périmètres de cultures sous-pluies et maraichers; (iii) l'appui au système de culture via le « cash for work »; (iv) la construction et la distribution des foyers améliorés.

Cette série d'activités vise, à court terme à apporter une assistance immédiate aux populations affectées, à moyen terme à renforcer leurs capacités de résilience et à long terme à lancer les bases d'un développement durable.

Ces actions seront mises en œuvre en étroite coordination et complémentarité avec les actions des autres secteurs tels que la sécurité alimentaire, la protection et l'initiative « Wash ». De plus, le secteur prendra appui sur les ONG Nationales et internationales qui sont membres du secteur relèvement précoce et ont participé dans l'élaboration de tous les plans de réponse dont le plus récent est le Plan de Réponse Stratégique (PRS) soumis à OCHA en Décembre 2013.

Le PNUD compte recruter deux agents chargés de suivi et évaluation pour assurer un suivi de proximité au côté des ONG de mise en œuvre et des communautés cibles. L'expert Relèvement effectuera des missions de terrain pour apporter un appui technique et veiller ainsi à la qualité de la mise en œuvre.

Aussi, le secteur bénéficiera de l'expertise du PNUD en matière de lutte contre la pauvreté, de réduction des risques de catastrophe et de relèvement rapide, et s'appuiera sur l'information fournie par le bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) relative à l'ensemble des activités humanitaires. Il sera guidé par les principes adoptés par l'équipe humanitaire du pays sur les grandes orientations de la réponse conjointe du système à la crise à laquelle fait face le pays.

De façon générale, la crise de 2012 et ses effets ont affecté les capacités des ménages à gagner leurs vies de différentes façons. Ils ont un impact différencié sur les hommes et les femmes, les garçons et les filles, selon les rôles qui leurs sont attribués par la société. C'est pour cette raison que la dimension genre a été prise en compte amont, depuis le début de la conception du projet. A cet effet, une priorité spécifique est accordée aux initiatives visant la restauration des capacités productives des femmes qui sont traditionnellement des acteurs économiques très actifs dans le développement communautaire.

III. CADRE DE RESSOURCES ET DE RESULTATS

Effets escomptés dans le Cadre de Ressources et de Résultats du Programme Pays : *Les populations pauvres et vulnérables à l'insécurité alimentaire ont un accès durable aux moyens et techniques de production et bénéficient d'un appui alimentaire en vue d'améliorer leurs conditions de vie.*

Indicateurs d'Effets selon le Cadre de Ressources et de Résultats du Programme Pays, y compris les données de base et les cibles:

Nombre de projets communautaires mis en œuvre et réussis. SR: 154; Cible: 200

Nombre de ménages des zones ciblées qui adoptent de nouvelles techniques en matière de valorisation des ressources naturelles. SR: 0; Cible: 200

Pourcentage de départements de la zone d'intervention disposant d'Agendas 21 mis en œuvre à plus de 80%. SR: 0%; Cible : 50%

Nombre d'ONG nationales ayant piloté avec succès des projets environnementaux au profit des communautés locales. SR : AD; Cible : AD

Domaine de résultat clé (tiré du Plan Stratégique 2014-2017): Résilience building (Early recovery & rapid return)

Partenariat Stratégique: OIM, PAM, FAO, MAED et 8 ONG Nationales

Titre et Numéro d'Identification de Projet : (N° ATLAS de l'Award): Contribution au relèvement rapide des populations affectées par la crise de 2012 dans les régions du Brakna, Gorgol, Guidimakha et Assaba

PRODUITS ESCOMPTES	CIBLES DES PRODUITS (SUR LES ANNEES)	PRINCIPALES ACTIVITES	PARTIES RESPONSABLES	INTRANTS
<p>Produit 1 : le PNUD Mauritanie soit en mesure de soutenir les efforts du Gouvernement pour apporter une réponse rapide aux ménages les plus vulnérables dans les wilayas de l'Assaba, Brakna, Gorgol et Guidimakha</p> <p>Données de base:</p> <p>Indicateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réunions de coordination d'acteurs humanitaires pour le relèvement organisées 		<p>1.1: Le PNUD Mauritanie est renforcé dans la coordination à la réponse de la crise humanitaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recruter un expert en coordination humanitaire et relèvement rapide, - Conseiller et appuyer la CR/CH pour s'assurer que les mécanismes de coordination de la réponse sont établis et fonctionnent correctement; - Coordonner la réponse internationale dans le cadre du plan de réponse à la crise élaboré par le gouvernement - Améliorer les capacités de coordination des acteurs humanitaires nationaux aux différentes échelles territoriales. 	PNUD	40 400 USD

PRODUITS ESCOMPTES	CIBLES DES PRODUITS (SUR LES ANNEES)	PRINCIPALES ACTIVITES	PARTIES RESPONSABLES	INTRANTS
<p>Produit 2: La résilience des ménages les plus vulnérables soient renforcées</p> <p>Données de base:</p> <p>Indicateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'infrastructures communautaires réhabilitées et / ou construites avec la modalité de cash for work Base : 14; - Nombre d'hectares protégé avec la modalité de Cash for work. Base: 140 - 45 unités de production agricole appuyées à travers la distribution de semences, kits maraichers avec la modalité Cash for Work Base : 14; - 20 points d'eau réhabilités avec la modalité de cash for work Base 11. - 1800 foyers améliorés distribués Base 900 <p>Frais d gestion (GMS)</p>		<p>2.1: les capacités de résilience des ménages renforcées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter les infrastructures hydro-agricoles (protection de périmètres de cultures etc.) - Appuyer aux coopératives et groupements agricoles (semences, horticoles, équipements, motopompes, solaires etc.); - Fournir des semences céréalières et maraichères - Réhabiliter des infrastructures d'eau (puits, forages, mares, lacs, etc.), - Doter les ménages les plus vulnérables de foyer améliorés afin de préserver les ressources ligneuses et protéger les femmes des violences/viols <p>2.3. les activités sont suivies de façon régulière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser 4 missions d'appui aux activités communautaires 		<p>476 249 USD</p>
				<p>36 140 USD</p>

IV. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Année:

PRODUITS ESCOMPTES <i>Données de base, indicateurs et cibles annuelles associés</i>	ACTIVITES PLANIFIEES <i>Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser</i>	AGENDA				PARTIES RESPONSABLES	Source de Financement	BUDGET PREVU	
		T1	T2	T3	T4			Code Budgétaire et Description	Montant \$US
		<p>Produit1: le PNUD Mauritanie soit en mesure de soutenir les efforts du Gouvernement pour apporter une réponse rapide aux ménages les plus vulnérables dans les wilayas de l'Assaba, Brakna, Gorgol et Guidimakha</p> <p>Données de base: Indicateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fréquence de réunions - Nombre de plan de réponse élaboré ; - Nombre de visite de terrain effectué; 	<p>1.1-le PNUD-Mauritanie est renforcé dans sa coordination à la réponse à la crise humanitaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Recruter une équipe chargée du projet (un expert en coordination humanitaire et relèvement rapide, VNU) 	X	X			X	
<p>Produit 2: La résilience des ménages les plus vulnérables soient renforcées</p> <p>Données de base: Indicateurs:</p> <p>Nombre d'infrastructures communautaires réhabilitées et / ou construites avec la modalité de cash for work Base : 14;</p>	<p>2.1. Les capacités de résilience des ménages les plus vulnérables renforcées</p> <ul style="list-style-type: none"> -Réhabiliter les infrastructures hydro-agricoles des communautés (protection de périmètres de cultures, diguettes, etc.) 	X	X	X		PNUD	CERF		388 749
		X	X	X		PNUD	CERF		108 763

PRODUITS ESCOMPTE	ACTIVITES PLANIFIEES <i>Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser</i>	AGENDA				PARTIES RESPONSABLES	BUDGET PREVU		
		T1	T2	T3	T4		Source de Financement	Code Budgétaire et Description	Montant \$US
<p><i>Données de base, indicateurs et cibles annuelles associés</i></p> <p>Nombre d'hectare protégé avec la modalité de Cash for work. Base : 140</p> <p>Nombre d'unités de production agricole appuyées à travers la distribution de semences, kits maraichers avec la modalité Cash for Work Base : 14;</p> <p>-Nombre de points d'eau réhabilités avec la modalité de cash for work Base 11.</p> <p>-Nombre de foyers améliorés distribués Base 900</p> <p><i>Cible(s) Annuelle(s): 3142 ménages</i></p> <p><i>Effet UNDAF: Les femmes des communautés rurales des zones d'intervention sont davantage impliquées dans la gestion et la valorisation durable des ressources naturelles en vue de l'amélioration de leur résilience face aux risques liés aux changements climatiques</i></p>	<p>-Appuyer les coopératives et groupements agricoles en intrants agricoles (semences, matériels horticoles, motopompes, systems solaires etc.);</p> <p>-Réhabiliter les infrastructures d'eau (Puits, forages, mares, lacs, etc.);</p> <p>-Doter les ménages les plus vulnérables de foyer améliorés afin de préserver les ressources ligneuses et protéger les femmes contre les violences/viols</p> <p>-Initier des activités de Cash for Work</p>	X	X	X		PNUD	CERF		134 148
		X	X			PNUD	CERF		59 563
		X	X			PNUD	CERF		33 561
		X	X	X		PNUD	CERF		36 000
	<p>2.2. les activités sont suivies de façon régulière:</p> <p>- Réaliser 4 missions d'appui aux activités communautaires</p>	X	X	X	X	PNUD	CERF		19 714
	Frais de mise en oeuvre par les ONG	X	X	X					87 500
Frais de fonctionnement ONG									
Frais de gestion									36 140
Total									552 429

V. ARRANGEMENTS DE GESTION

Le Leader Thématique de l'unité environnement et énergie veille à la cohérence globale et supervise la mise en œuvre du projet. L'expert en coordination humanitaire et relèvement rapide met en œuvre et coordonne le projet. Le chargé de programme environnement assure le contrôle qualité du projet.

VI. CADRE DE SUIVI EVALUATION

Le suivi est une fonction ayant pour objectif de fournir à la direction du projet et à ses principaux partenaires des indications à temps sur l'avancement ou le retard sur la réalisation des résultats attendus. Les mécanismes et les outils décrits ci-dessous, permettent de suivre les activités et la réalisation des résultats du projet.

Le présent projet fera l'objet de rapports trimestriels d'activités. Une réunion de revue de parcours du projet sera organisée afin de constater l'état de mise en œuvre quatre mois après le lancement des activités. Des recommandations pourront être émises si nécessaire aux fins de recadrage du projet.

Prendront part à ladite réunion, le Leader Thématique de l'unité environnement et énergie, le chargé de programme, l'expert en coordination humanitaire et relèvement rapide, ainsi que des représentants du gouvernement.

Aux termes de l'exécution du projet, une réunion de clôture sera organisée avec les mêmes participants. Un rapport final présentant les résultats du projet sera soumis. Un procès-verbal sera dressé et archivé.

Mise à jour du journal des risques : Sur la base de l'analyse initiale de risque, un journal de risque sera activé dans Atlas par l'assurance de projet et mis à jour de manière régulière en examinant l'environnement extérieur qui peut influencer sur la mise en œuvre du projet

Mise à jour du journal des enseignements : Un journal des enseignements tirés sera activé et mis à jour régulièrement pour s'assurer de l'existence d'un effort continu d'apprentissage et d'adaptation au sein de l'organisation et pour faciliter la préparation du rapport des enseignements à la fin du projet.

Un plan de suivi sera activé dans Atlas pour suivre les actions/événements clés de gestion

- Rapport de Revue trimestrielle. Un rapport de revue trimestrielle sera préparé par l'Expert en Relèvement et partagé avec les Représentants du Gouvernement, le Point focal Chargé de programme, le Leader thématique Environnement/Energie, le RRAP et les membres du Secteurs Relèvement. Au minimum, ce rapport de revue trimestrielle de projet devra contenir, le format standard Atlas couvrant toute l'année avec une mise à jour des informations pour chacun des éléments ci-dessus ainsi qu'un résumé des résultats atteints par rapport aux cibles au niveau des produits.
- Revue trimestrielle de Projet : Sur la base du rapport ci-dessus, une revue trimestrielle du projet sera menée au cours du deuxième trimestre ou le plutôt possible après, afin d'évaluer les performances du projet et évaluer le plan de travail semestrielle pour la phase suivante.
- Visites de terrain : l'Expert en relèvement rapide du PNUD entreprendra une visite de terrain quatre fois durant le projet. Ces visites de terrain ont pour objectif de valider les résultats du projet et de permettre de recueillir les informations nécessaires à la préparation de rapport final. Elles doivent être sanctionnées par un rapport succinct et orienté qui doit être soumis aux parties prenantes et les membres du secteur dans la semaine suivant la visite.

VII. CONTEXTE JURIDIQUE

VI – Contexte légal

Ce document, ainsi que l'UNDAF signé par le Gouvernement et le PNUD, qui est intégré par renvoi, constituent ensemble un document de projet comme indiqué dans le SBAA (donner la signification) et toutes les dispositions l'UNDAP s'appliquent à ce document.

Le partenaire de mise en œuvre doit:

- a) mettre en place un plan de sécurité et maintenir le plan de sécurité, en tenant compte de la situation sécuritaire dans le pays où le projet est mis en œuvre;
- b) assumer tous les risques et les responsabilités liées à la sécurité des partenaires de mise en œuvre et la pleine mise en œuvre du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et de proposer des modifications du plan si nécessaire. Le défaut de maintenir et de mettre en œuvre un plan de sécurité selon les exigences présentes sera considéré comme une violation de cet accord.

Le partenaire s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce que aucun des fonds reçus du PNUD, conformément au projet de document sont utilisés pour fournir un soutien à des personnes ou entités liées au terrorisme et que les bénéficiaires de tous les montants fournis par le PNUD ci-après ne figurent pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste peut être consultée via <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance ou de sous-accords conclus dans le cadre de ce projet de document " .
